

ANNEXE

CONFERENCE DE LA HAYE
DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

HAGUE CONFERENCE
ON PRIVATE INTERNATIONALE LAW

SESSION EXTRAORDINAIRE
EXTRAORDINARY SESSION

ACTE FINAL
FINAL ACT

La Haye, le 26 avril 1966
The Hague, 26th April 1966

ACTE FINAL

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la République Arabe Unie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie, se sont réunis à La Haye, le 13 avril 1966, en Session extraordinaire de la Conférence de La Haye de droit international privé.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements :

A. LE PROJET DE CONVENTION SUIVANT :

CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION DES JUGEMENTS ETRANGERS EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE :

Désirant établir des dispositions communes concernant la reconnaissance et l'exécution mutuelles des décisions judiciaires rendues dans leurs Pays respectifs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux décisions rendues en matière civile ou commerciale par les tribunaux des Etats contractants.

Elle ne s'applique pas aux décisions statuant à titre principal :

1. en matière d'état ou de capacité des personnes ou en matière de droit de famille y compris les droits et obligations personnels et pécuniaires entre parents et enfants et entre époux;

FINAL ACT

The undersigned, Delegates of the Governments of Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Arab Republic, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America, convened at The Hague on 13th April, 1966, at the invitation of the Government of the Netherlands, in the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Following the deliberations laid down in the records of the meetings, they have decided to submit to the appreciation of their Governments :

A. THE FOLLOWING DRAFT CONVENTION :

CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS :

The States, signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on mutual recognition and enforcement of judicial decisions rendered in their respective countries,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed on the following provisions :

CHAPTER I SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to decisions rendered in civil or commercial matters by the courts of Contracting States.

It shall not apply to decisions the main object of which is to determine :

(1) the status or capacity of persons or questions of family law, including personal or financial rights and obligations between parents and children or between spouses;

2. sur l'existence ou la constitution des personnes morales, ou sur les pouvoirs de leurs organes;

3. en matière d'obligations alimentaires dans la mesure où elles ne tombent pas sous l'application du No. 1;

4. en matière successorale;

5. en matière de faillite, concordat ou procédures analogues, y compris les décisions qui peuvent en résulter et qui sont relatives à la validité des actes du débiteur;

6. en matière de sécurité sociale;

7. en matière de dommages dans le domaine nucléaire.

Il est entendu que la Convention ne s'applique pas aux décisions ayant pour objet le paiement de tous impôts, taxes ou amendes.

Article 2

La Convention s'applique à toute décision, telle que arrêt, jugement, ordonnance ou mandat d'exécution, rendue par un tribunal d'un Etat contractant, quelle que soit la dénomination donnée dans l'Etat d'origine tant à la procédure qu'à la décision elle-même.

Toutefois, elle ne s'applique pas aux décisions qui ordonnent des mesures provisoires ou conservatoires ni à celles rendues par les tribunaux administratifs.

Article 3

La Convention s'applique sans égard à la nationalité des parties.

C H A P I T R E II

CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXECUTION

Article 4

La décision rendue dans l'un des Etats contractants doit être reconnue et déclarée exécutoire dans un autre Etat contractant conformément aux dispositions de la présente Convention :

1. si la décision a été rendue par un tribunal considéré comme compétent au sens de la Convention, et

2. si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine.

Pour être déclarée exécutoire dans l'Etat requis, la décision doit en outre être susceptible d'exécution dans l'Etat d'origine.

(2) the existence or constitution of legal persons or the powers of their officers;

(3) maintenance obligation, so far as not included in sub-paragraph (1) of this article;

(4) questions of succession;

(5) questions of bankruptcy, compositions or analogous proceedings, including decisions which may result therefrom and which relate to the validity of the acts of the debtor;

(6) questions of social security;

(7) questions relating to damage or injury in nuclear matters.

This Convention does not apply to decisions for the payment of any customs duty, tax or penalty.

Article 2

This Convention shall apply to all decisions given by the courts of a Contracting State, irrespective of the name given by that State to the proceedings which gave rise to the decision or of the name given to the decision itself such as judgment, order or writ of execution.

However, it shall apply neither to decisions which order provisional or protective measures nor to decisions rendered by administrative tribunals.

Article 3

This Convention shall apply irrespective of the nationality of the parties.

CHAPTER II

CONDITIONS OF RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 4

A decision rendered in one of the Contracting States shall be entitled to recognition and enforcement in another Contracting State under the terms of this Convention.

1. if the decision was given by a court considered to have jurisdiction within the meaning of this Convention and,

2. if it is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin.

In addition, to be enforceable in the State addressed, a decision must be enforceable in the State of origin.

Article 5

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée dans l'un des cas suivants :

1. la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis;
2. la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure;
3. un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet :
 - a. est pendant devant un tribunal de l'Etat requis, premier saisi, ou
 - b. a donné lieu à une décision rendue dans l'Etat requis, ou
 - c. a donné lieu à une décision rendue dans un autre Etat et réunissant les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'Etat requis.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut ne sera reconnue et déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Article 7

La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée pour la seule raison que le tribunal de l'Etat d'origine a appliqué une loi autre que celle qui aurait été applicable d'après les règles de droit international privé de l'Etat requis.

Toutefois, la reconnaissance ou l'exécution peut être refusée lorsque le tribunal de l'Etat d'origine, pour rendre sa décision, a dû trancher une question relative soit à l'état ou à la capacité d'une partie, soit à ses droits dans les autres matières exclues de la Convention par l'article 1, deuxième alinéa, no. 1 à 4, et a abouti à un résultat différent de celui qui aurait été obtenu par application à cette question des règles de droit international privé de l'Etat requis.

Article 8

Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des articles qui précèdent, l'autorité de l'Etat requis ne procédera à aucun examen du fond de la décision rendue dans l'Etat d'origine.

Article 5

Recognition of enforcement of a decision may nevertheless be refused in any of the following cases.

(1) if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy of the State addressed or with due process of law or if, in the circumstances, either party had no adequate opportunity fairly to present his case;

(2) if the decision was obtained by fraud in the procedural sense;

(3) if proceedings between the same parties, based on the same facts and having the same purpose :

(a) are pending before a court of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted, or

(b) have resulted in a decision by a court of the State addressed, or

(c) have resulted in a decision by a court of another State which would be entitled to recognition or enforcement under the law of the State addressed.

Article 6

Without prejudice to Article 5, a decision rendered by default shall neither be recognized nor enforced unless the defaulting party received notice of the institution of the proceedings in accordance with the law of the State of origin in sufficient time to enable him to defend the proceedings.

Article 7

Recognition of enforcement may not be refused for the sole reason that the court of the State of origin has applied a law other than that which would have been applicable according to the rules of private international law of the State addressed.

Nevertheless, recognition or enforcement may be refused if, to reach its decision, the court of the State of origin had to decide a question relating either to the status or the capacity of a party or to his rights in other matters excluded from this Convention by subparagraphs 1-4 of the second paragraph of Article 1, and has reached a result different from that which would have followed from the application to that question of the rules of private international law of the State addressed.

Article 8

Without prejudice to such review as is required by the terms of the preceding Articles, there shall be no review of the merits of the decision rendered by the court of origin.

Article 9

Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal de l'Etat d'origine, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles ce tribunal a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'une décision par défaut.

Article 10

Le tribunal de l'Etat d'origine est considéré comme compétent au sens de la Convention :

1. lorsque le défendeur avait dans l'Etat d'origine, lors de l'introduction de l'instance, sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'un défendeur qui n'est pas une personne physique, son siège, son lieu de constitution ou son principal établissement;

2. lorsque le défendeur avait dans l'Etat d'origine, lors de l'introduction de l'instance, un établissement commercial, industriel ou autre, ou une succursale, et qu'il y a été cité pour des contestations relatives à leur activité;

3. lorsque l'action a eu pour objet une contestation relative à un immeuble situé dans l'Etat d'origine;

4. lorsque le fait dommageable sur lequel est fondée l'action et qui a provoqué un préjudice d'ordre corporel ou matériel est survenu dans l'Etat d'origine et que l'auteur du fait dommageable y était présent à ce moment;

5. lorsque, par une convention écrite ou par une convention verbale confirmée par écrit dans un délai raisonnable, les parties se sont soumises à la compétence du tribunal de l'Etat d'origine pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, à moins que le droit de l'Etat requis ne s'y oppose à raison de la matière;

6. lorsque le défendeur a procédé au fond sans décliner la compétence du tribunal d'origine ou faire de réserves sur ce point; toutefois, cette compétence ne sera pas reconnue si le défendeur a procédé au fond pour s'opposer à une saisie ou en obtenir la mainlevée, ou si le droit de l'Etat requis s'oppose à cette compétence à raison de la matière;

7. lorsque la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise était demanderesse à l'instance devant le tribunal de l'Etat d'origine qui l'a déboutée, à moins que le droit de l'Etat requis ne s'oppose à cette compétence à raison de la matière.

Article 9

In questions relating to the jurisdiction of the court of the State of origin, the authority addressed shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction, unless the decision was rendered by default.

Article 10

The court of the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention.

(1) if the defendant had, at the time when the proceedings were instituted, his habitual residence in the State of origin, or, if the defendant is not a natural person, its seat, its place of incorporation or its principal place of business in that State;

(2) if the defendant had, in the State of origin, at the time when the proceedings were instituted, a commercial, industrial or other business establishment, or a branch office, and was cited there in proceedings arising from business transacted by such establishment or branch office;

(3) if the action had as its object the determination of an issue relating to immovable property situated in the State of origin;

(4) in the cases of injuries to the person or damage to tangible property, if the facts which occasioned the damage occurred in the territory of the State of origin, and if the author of the injury or damage was present in that territory at the time when those facts occurred;

(5) if, by a written agreement or by an oral agreement confirmed in writing within a reasonable time, the parties agreed to submit to the jurisdiction of the court of origin disputes which have arisen or which may arise in respect of a specific legal relationship, unless the law of the State addressed would not permit such an agreement because of the subject-matter of the dispute;

(6) if the defendant has argued the merits without challenging the jurisdiction of the court or making reservations thereon; nevertheless such jurisdiction shall not be recognized if the defendant has argued the merits in order to resist the seizure of property or to obtain its release, or if the recognition of this jurisdiction would be contrary to the law of the State addressed because of the subject matter of the dispute;

(7) if the person against whom recognition or enforcement is sought was the plaintiff in the proceedings in the court of origin and was unsuccessful in those proceedings, or if the recognition of this jurisdiction would be contrary to the law of the State addressed because of the subject matter of the dispute.

Article 11

Le tribunal de l'Etat d'origine ayant statué sur une demande reconventionnelle est considéré comme compétent au sens de la Convention :

1. lorsqu'il aurait été compétent selon l'article 10 no. 1 à 6 pour connaître de cette demande à titre principal, ou
2. lorsqu'il était compétent selon l'article 10 pour connaître de la demande principale et que la demande reconventionnelle dérive du même contrat ou du même fait.

Article 12

La compétence du tribunal de l'Etat d'origine peut ne pas être reconnue par l'autorité requise dans les cas suivants :

1. lorsque le droit de l'Etat requis attribue aux juridictions de cet Etat une compétence exclusive, à raison de la matière ou d'un accord entre les parties, pour connaître de l'action qui a donné lieu à la décision étrangère;
2. lorsque le droit de l'Etat requis admet, à raison de la matière, la compétence exclusive d'une autre juridiction ou que l'autorité requise s'estime obligée de reconnaître cette compétence exclusive à raison d'un accord entre les parties;
3. lorsque l'autorité requise s'estime obligée de reconnaître un accord par lequel une compétence exclusive a été attribuée à des arbitres.

CHAPITRE III**PROCEDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE
L'EXECUTION***Article 13*

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire :

1. une expédition complète et authentique de la décision;
2. s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme des documents de nature à établir que l'acte introductif d'instance a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante;
3. tout document de nature à établir que la décision répond aux conditions prévues par l'article 4, alinéa premier No 2 et, le cas échéant, par l'article 4 second alinéa;

Article 11

The court of the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention to try a counterclaim :

- (1) if that court would have had jurisdiction to try the action as a principal claim under sub-paragraph 1-6 of Article 10, or
- (2) if that court had jurisdiction under Article 10 to try the principal claim and if the counterclaim arose out of the contract or out of the facts on which the principal claim was based.

Article 12

The jurisdiction of the court of the State of origin need not be recognized by the authority addressed in the following cases :

- (1) if the law of the State addressed confers upon its courts exclusive jurisdiction, either by reason of the subject matter of the action or by virtue of an agreement between the parties as to the determination of the claim which gave rise to the foreign decision;
- (2) if the law of the State addressed recognizes a different exclusive jurisdiction by reason of the subject matter of the action, if the authority addressed considers itself bound to recognize such an exclusive jurisdiction by reason of an agreement between the parties;
- (3) if the authority addressed considers itself bound to recognize an agreement by which exclusive jurisdiction is conferred upon arbitrators.

CHAPTER III**RECOGNITION AND ENFORCEMENT PROCEDURES***Article 13*

The party seeking recognition or applying for enforcement shall furnish :

- (1) a complete and authenticated copy of the decision;
- (2) if the decision was rendered by default, the originals or certified true copies of the documents required to establish that the summons was duly served on the defaulting party;
- (3) all documents required to establish that the decision fulfils the conditions of sub-paragraph 2 of paragraph 1 of Article 4, and, where appropriate of paragraph 2 of Article 4;

4. sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des documents mentionnés ci-dessus, certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté ou juré, soit par toute autre personne autorisée à cet effet dans l'un des deux Etats.

Si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité requise de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité peut exiger tous autres documents utiles.

Aucune législation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 14

La procédure tendant à obtenir la reconnaissance ou l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis, dans la mesure où la présente Convention n'en dispose autrement.

Si la décision statue sur plusieurs chefs de demande qui sont dissociables la reconnaissance ou l'exécution peut être accordée partiellement.

Article 15

La reconnaissance ou l'exécution d'une condamnation aux frais et dépens ne peut être accordée en vertu de la présente Convention que si celle-ci est applicable au fond de la décision.

La Convention s'applique aux décisions relatives aux frais et dépens même si elles n'émanent pas d'un tribunal, à condition qu'elles découlent d'une décision susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention, et qu'elles aient été sujettes à recours judiciaire.

Article 16

La condamnation aux frais et dépens prononcée à l'occasion de l'octroi ou du refus de la reconnaissance ou de l'exécution d'une décision ne peut donner lieu à application de la présente Convention que si le requérant s'est prévalu de ses dispositions.

Article 17

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens, à raison de la nationalité ou du domicile du requérant, si celui-ci a sa résidence habituelle ou, lorsqu'il ne s'agit pas d'une personne physique, s'il a un établissement dans un Etat qui a conclu avec l'Etat requis l'accord complémentaire prévu à l'article 21.

(4) unless the authority addressed otherwise requires, translations of the documents referred to above, certified as correct either by a diplomatic or consular agent or by a sworn translator or by any other person so authorized in either State.

If the terms of the decision do not permit the authority addressed to verify whether the conditions of this Convention have been complied with, that authority may require the production of any other necessary documents.

No legalisation or other like formality may be required.

Article 14

The procedure for the recognition or enforcement of foreign judgments is governed by the law of the State addressed so far as this Convention does not provide otherwise.

If the decision contains provisions which can be dissociated, any one or more of these may be separately recognized or enforced.

Article 15

Recognition of enforcement of an award of judicial costs or expenses may be accorded by virtue of this Convention only if this Convention is applicable to the decision on the merits.

This Convention shall apply to decisions relating to judicial costs or expenses even if such decisions do not proceed from a court provided that they derive from a decision which may be recognized or enforced under this Convention and that the decision relating to costs or expenses could have been subject to judicial review.

Article 16

A judgment for costs or expenses given in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a decision may be enforced under this Convention only if the applicant in the proceedings for recognition or enforcement relied on this Convention.

Article 17

No security, bond or deposit, however termed under the law of the State addressed, shall be required by reason of the nationality or domicile of the applicant, to guarantee the payment of judicial costs or expenses if the applicant, being a natural person, has his habitual residence in or, not being a natural person, has a place of business in a State which has concluded with the State addressed a Supplementary Agreement in terms of Article 21.

Article 18

La partie admise à l'assistance judiciaire dans l'Etat d'origine en bénéficiera dans toute procédure tendant à la reconnaissance ou à l'exécution de la décision dans l'Etat requis, dans les conditions prévues par le droit de cet Etat.

Article 19

Les transactions passées devant un tribunal au cours d'une instance et exécutoires dans l'Etat d'origine, seront déclarés exécutoires dans l'Etat requis aux mêmes conditions que les décisions visées par la présente Convention, en tant que ces conditions leur seront applicables.

CHAPITRE IV**LITISPENDANCE***Article 20*

Lorsque deux Etats sont liés par l'accord complémentaire prévu à l'article 21, l'autorité judiciaire de l'un de ces Etats a la faculté, quand une action est ouverte devant elle, de se dessaisir ou de surseoir à statuer si une autre action entre les mêmes parties, fondée sur les mêmes faits et ayant le même objet, est déjà pendante devant un tribunal d'un autre Etat, et à la condition que cette action puisse donner lieu à une décision que les autorités du premier Etat seraient obligées de reconnaître en vertu de la Convention.

Toutefois, des mesures provisoires ou conservatoires peuvent être accordées par les autorités de chacun de ces Etats, quelle que soit la juridiction saisie du fond du litige.

CHAPITRE V**ACCORD COMPLEMENTAIRE***Article 21*

Les décisions rendues dans un Etat contractant ne seront reconnues ou déclarées exécutoires dans un autre Etat contractant conformément aux dispositions des articles précédents, que si ces deux Etats après être devenues Parties à la Convention en sont ainsi convenus par accord complémentaire.

Article 18

A party granted legal aid in the State of origin shall be extended such aid in accordance with the law of the State addressed in any proceedings for the recognition or for the enforcement of a foreign decision.

Article 19

Settlements made in court in the course of a pending proceeding which may be enforced in the State of origin shall be enforceable in the State addressed under the same conditions as decisions falling within this Convention, to far as those conditions apply to settlements.

CHAPTER IV CONCURRENT ACTION

Article 20

If two States have concluded a Supplementary Agreement pursuant to Article 21, the judicial authorities of either State may dismiss an action brought before them or may stay such an action when other proceedings between the same parties, based on the same facts and having the same purpose, are pending in a court of another State and these proceedings may result in a decision which the authorities of the State in which the first mentioned action was brought would be bound to recognize under the terms of this Convention.

The authorities of these States may nevertheless order provisional of protective measures regardless of proceedings elsewhere.

CHAPTER V SUPPLEMENTARY AGREEMENTS

Article 21

Decisions rendered in a Contracting State shall not be recognized or enforced in another Contracting State in accordance with the provisions of the preceding Articles unless the two States, being parties to this Convention, have concluded a Supplementary Agreement to this effect.

Article 22

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions rendues avant l'entrée en vigueur de l'accord complémentaire prévu à l'article 21, sauf si cet accord en dispose autrement.

L'accord complémentaire demeurera applicable aux décisions au sujet desquelles une procédure de reconnaissance ou d'exécution aura été entamée avant la prise d'effet de toute dénonciation dudit accord.

Article 23

Les Etats contractants ont la faculté dans les accords qu'ils concluront en application de l'article 21 de s'entendre pour :

1. préciser le sens des termes "en matière civile ou commerciale", déterminer les tribunaux aux décisions desquels la Convention s'applique, déterminer le sens des termes "sécurité sociale" et définir les mots "résidence habituelle";

2. préciser le sens du mot "droit" dans les Etats qui ont plusieurs systèmes juridiques;

3. inclure dans le champ d'application de la Convention la matière des dommages dans le domaine nucléaire;

4. appliquer la Convention aux décisions qui ordonnent des mesures provisoires ou conservatoires;

5. ne pas appliquer la Convention aux décisions qui ont été rendues au cours d'une procédure pénale;

6. préciser les cas dans lesquels une décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire;

7. reconnaître et exécuter les décisions exécutoires dans l'autre Etat même si elles peuvent encore faire l'objet d'un recours ordinaire et, en ce cas, préciser les conditions d'un éventuel sursis à la reconnaissance ou à l'exécution;

8. ne pas appliquer l'article 6 si la décision par défaut a été notifiée à la partie défaillante et si celle-ci a eu la possibilité en temps utile d'exercer un recours contre cette décision;

9. considérer comme compétents au sens de l'article 10 les tribunaux de l'Etat dans lequel le défendeur a son domicile;

10. considérer que le tribunal d'origine est compétent au sens de la Convention dans les cas où sa compétence est prévue par une autre convention en vigueur entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, lorsqu'elle ne contient pas de règles particulières sur la reconnaissance ou l'exécution des décisions;

Article 22

This Convention shall not apply to decisions rendered before the entry into force of Supplementary Agreement unless that agreement otherwise provides.

The Supplementary Agreement shall continue to be applicable to decisions in respect of which recognition or enforcement proceedings have been instituted before any denunciation of that agreement takes effect.

Article 23

In the Supplementary Agreements referred to in Article 21 the Contracting States may agree :

1. to clarify the meaning of the expression "civil and commercial matters", to determine the courts whose decisions shall be recognized and enforced under this Convention, to define the expression "social security" and to define the expression "habitual residence";

2. to clarify the meaning of the term "law" in States with more than one legal system;

3. to include within the scope of this Convention questions relating to damage or injury in nuclear matters;

4. to apply this Convention to decision ordering provisional or protective measures;

5. not to apply this Convention to decisions rendered in the course of criminal proceedings;

6. to specify the cases under which a decision is no longer subject to ordinary forms of review;

7. to recognize and enforce decisions upon which enforcement could be obtained in the State of origin even if such decision are still subject to ordinary forms of review and in such a case to define the conditions under which a stay of proceedings for recognition or enforcement is possible;

8. not to apply Article 6 if the decision rendered by default was notified to the defaulting party and the latter had the opportunity to lodge a timely appeal against such a decision;

9. to consider the courts of the State in which the defendant has his "domicile" as having jurisdiction under Article 10;

10. that the court of origin shall be considered as having jurisdiction under the terms of this Convention in cases where its jurisdiction is admitted by another Convention in force between the State of origin and the State addressed if that other Convention contains no special rules relating to the recognition and enforcement of foreign judgments;

11. considérer que le tribunal de l'Etat d'origine est compétent, au sens de la Convention, soit lorsque sa compétence est admise par le droit de l'Etat requis concernant la reconnaissance ou l'exécution des décisions étrangères, soit lorsqu'elle est fondée sur des chefs autres que ceux énumérés à l'article 10;

12. préciser, pour l'application de l'article 12, les chefs de compétence qui sont exclusifs à raison de la matière;

13. exclure l'application de l'article 12 No 1 dans le cas où la compétence exclusive résulte d'un accord entre les parties, ainsi que celle de l'article 12 No 3;

14. régler la procédure tendant à obtenir la reconnaissance ou l'exécution;

15. régler l'exécution des décisions autres que celles condamnant au paiement d'une somme d'argent;

16. fixer un délai, à dater du jugement, à l'expiration duquel l'exécution ne peut plus être demandée;

17. régler les modalités du paiement des intérêts à partir du jugement;

18. adapter aux exigences de leur droit la liste des documents à produire en vertu de l'article 13, mais à la seule fin de permettre à l'autorité requise de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies;

19. soumettre les documents prévus à l'article 13 à une légalisation ou à une formalité analogue;

20. déroger tant aux dispositions de l'article 17 qu'à celles de l'article 18;

21. rendre obligatoire les dispositions de l'article 20 alinéa 1;

22. étendre aux actes authentiques les dispositions de la Convention et déterminer le sens des mots "actes authentiques".

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 24

La présente Convention ne déroge pas aux autres Conventions concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions auxquelles les Etats contractants sont déjà Parties, tant que ceux-ci n'ont pas conclu l'accord complémentaire prévu à l'article 21.

11. that the court of origin shall be considered as having jurisdiction under the terms of this Convention either when its jurisdiction is admitted by the law of the State addressed relating to the recognition and enforcement of foreign judgments, or on grounds additional to those in Article 10;

12. to define, for the purposes of the application of Article 12, the bases of jurisdiction which are exclusive by reason of the subject matter of the action;

13. to exclude, in cases where jurisdiction is based on an agreement between the parties, the application of sub-paragraph 1 of Article 12 as well as to exclude that of sub-paragraph 3 of Article 12;

14. to regulate the procedure for obtaining recognition or enforcement;

15. to regulate the enforcement of judgments other than those which order the payment of a sum of money;

16. that the enforcement of of a foreign judgment may be refused when a specified period has elapsed from its date;

17. to fix the rate of interest payable from the date of the judgment in the State of origin;

18. to adapt to the requirements of their legal systems the list of documents required by Article 13, but with the sole object of enabling the authority addressed to verify whether the conditions of this Convention have been fulfilled;

19. to subject the documents referred to in Article 13 to legalisation or to a similar formality;

20. to depart from the provisions of Article 17 and to depart from the provisions of Article 18;

21. to make the provisions of paragraph 1 of Article 20 obligatory;

22. to include within the scope of this Convention, "actes authentiques", including documents upon which immediate enforcement can be obtained and to specify those documents.

CHAPTER VI

FINAL CLAUSES

Article 24

This Convention shall not affect other Conventions relating to the recognition and enforcement of judgments to which the Contracting States are already parties so long as those States have not concluded a Supplementary Agreement under the terms of Article 21.

A moins qu'il n'en soit autrement convenu, les dispositions d'un accord complémentaire conclu en application de l'article 21 prévalent sur celles de toute autre Convention en vigueur entre les Parties concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions.

Article 25

Qu'ils soient liés ou non par un accord complémentaire prévu à l'article 21, les Etats contractants ne concluront pas entre eux d'autres conventions sur la reconnaissance et l'exécution des décisions auxquelles la présente Convention est applicable, sauf s'ils le jugent nécessaire, notamment à raison de leurs liens économiques ou des particularités de leurs droits.

Article 26

Nonobstant les dispositions des articles 24 et 25, la présente Convention et les accords complémentaires prévus par l'article 21 ne dérogent pas aux conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui, dans des matières particulières, règlent la reconnaissance et l'exécution.

Article 27

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Islande, de Chypre et de Malte.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 28

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du deuxième instrument de ratification.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 29

Tout Etat non visé à l'alinéa premier de l'article 27 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 28, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Unless it is otherwise agreed, the provisions of a Supplementary Agreement concluded under Article 21 prevail over the terms of any prior Conventions in force between the parties relating to the recognition and enforcement of judgments to the extent that their terms are mutually inconsistent.

Article 25

Whether or not they have concluded a Supplementary Agreement under Article 21, the Contracting States shall not conclude between themselves other Conventions relating to the recognition and enforcement of judgments within the scope of this Convention unless they consider it necessary, in particular, because of economic ties or of particular aspects of their legal systems.

Article 26

Notwithstanding the provisions of Articles 24 and 25, this Convention and the Supplementary Agreements made under Article 21 shall not prevail over Conventions to which the Contracting States are or may become parties in special fields and which contain provisions for the recognition or enforcement of judgments.

Article 27

This present Convention shall be open for signature by the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law and Iceland, Cyprus and Malta.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 28

This Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the second instrument of ratification.

This Convention shall enter into force each State which ratifies it subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 29

Any State not falling within the provisions of the first paragraph of article 27 may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of article 28. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Article 30

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Les Parties à un accord complémentaire conclu en application de l'article 21 déterminent son champ d'application territorial.

Article 31

La présente Convention aura une durée de 5 ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 28, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée, ou y auront adhéré, postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de 5 en 5 ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins 6 mois avant l'expiration du délai de 5 ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquelles s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 32

Tout accord complémentaire conclu en application de l'article 21 prendra effet à la date qu'il fixera; une copie certifiée conforme, le cas échéant accompagnée d'une traduction en français ou en anglais, sera remise au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

This Convention shall enter into force for such a State in the absence of any objection from a State, which has ratified this Convention before such deposit, notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands within a period of six months after the date on which the said Ministry has notified it of such accession.

In the absence of any such objection, this Convention shall enter into force for the acceding State on the first day of the month following the expiration of the last of the periods referred to in the preceding paragraph.

Article 30

Any State, may, at the time of signature, ratification or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of this Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

This Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

The parties to a Supplementary Agreement concluded under Article 21 shall determine its territorial application.

Article 31

This Convention shall have a duration of five years from the date on which it entered into force under the first paragraph of Article 28, even in its application to States which have subsequently ratified or acceded to it.

In the absence of any denunciation, this Convention shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

Such denunciation may be limited to any one of the territories to which this Convention applies.

Such denunciation shall affect only the notifying State. This Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 32

Each Supplementary Agreement concluded under Article 21 shall take effect from the date specified in such Agreement; a certified copy, and if necessary, a translation into French or English, shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Tout Etat contractant peut, sans dénoncer la Convention, dénoncer un accord complémentaire soit selon les modalités prévues par cet accord, soit, si l'accord ne contient aucune disposition à ce sujet, moyennant un préavis de six mois notifié à l'autre Etat. Tout Etat ayant dénoncé un accord complémentaire en informera le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Nonobstant la dénonciation de la Convention, celle-ci continuera à produire ses effets entre l'Etat qui l'aura dénoncée et tout Etat avec lequel il aura conclu un accord complémentaire en application de l'article 21, sauf disposition contraire dans l'accord.

Article 33

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 27, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 29 :

- a) les signatures et ratifications visées à l'article 27;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 28, alinéa premier;
- c) les adhésions prévues à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) les extensions prévues à l'article 30 et la date à laquelle elles auront effet;
- e) la traduction ou le texte en français ou en anglais des accords complémentaires conclus en vertu de l'article 21;
- f) les dénonciations prévues aux articles 31, alinéa 3, et 32, alinéa 2.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à Chypre, l'Islande et Malte.

B. LA DECISION SUIVANTE :

La Session extraordinaire institue une Commission spéciale, au sens de l'article 7 du Statut de la Conférence, qui sera chargée de l'élaboration d'un protocole réglant des questions relatives à la reconnaissance ou à l'exécution des décisions rendues en application de certains chefs de compétence ne figurant pas à l'article 10 de la Convention adoptée par la Session extraordinaire (Document de travail no 30 de la Session extraordinaire, séance plénière, en date du 22 avril 1966).

Any Contracting State may, without denouncing this Convention, denounce a Supplementary Agreement either under any provision for denunciation in such Agreement or, if such Agreement contains no such provision, by giving six months' notice to the other State. Any State denouncing a Supplementary Agreement shall so inform the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Notwithstanding the denunciation of this Convention, it shall nevertheless continue to have effect between the denouncing State and any other State with which the former has concluded a Supplementary Agreement under Article 21, unless such Agreement provides otherwise.

Article 33

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 27, and to the States which have acceded in accordance with Article 29, of the following :

- a) the signatures and ratifications referred to in Article 27;
- b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 28;
- c) the accessions referred to in article 29 and the dates on which they take effect;
- d) the extensions referred to in article 30 and the dates on which they take effect;
- e) a translation or a copy the text in English or French of Supplementary Agreements concluded under article 21;
- f) the denunciations referred to in the third paragraph of Article 31 and the second paragraph of Article 32.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the 26th day of April 1966 in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law, and to Cyprus, Iceland and Malta.

B. THE FOLLOWING DECISION:

The Extraordinary Session institutes a Special Commission in the sense of article 7 of the Conference's Statute which shall be charged with the elaboration of a protocol to solve questions relating to the recognition or enforcement of decisions proceeding upon grounds of jurisdiction not covered by Article 10 of the Convention adopted by the Extraordinary Session (Working Paper No. 30 of the Extraordinary Session, Plenary Meeting, dated 22nd April, 1966).

Fait à La Haye, le 26 avril mil neuf cent soixante six, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Bureau Permanent et dont une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Gouvernements représentés à la Sesssion extraordinaire ou à la Dixième session de la Conférence.

Done at The Hague, on the 26th day of April nineteen hundred and sixty-six, in a single copy which shall be deposited, in the archives of the Permanent Bureau, and of which a certified copy shall be sent to each of the Governments represented at the Extraordinary Session or at its Tenth Session Conference's.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION DES JUGEMENTS ETRANGERS EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE

Les Etats signataires du présent Protocole,

Conscients du fait que certains chefs de compétence, ne figurant pas aux articles 10 et 11 de la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, ne sauraient permettre qu'exceptionnellement la reconnaissance et l'exécution des jugements sur le plan international,

Convaincus que les principes sur lesquels le présent Protocole est fondé s'imposeront tant dans les accords complémentaires qui seront conclus en application de l'article 21 de ladite Convention que dans les autres Conventions à conclure,

Ont résolu de conclure un Protocole à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

1. Le Présent Protocole est applicable aux décisions étrangères, quel qu'en soit l'Etat d'origine, rendue dans les matières auxquelles s'étend la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, contre une personne ayant son domicile ou sa résidence habituelle dans un Etat contractant.

2. La reconnaissance et l'exécution, dans un Etat contractant, d'une décision visée au numéro 1 doivent être refusées, à la demande de la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise, lorsque la décision n'a pu être fondée que sur l'un ou plusieurs des chefs de compétence mentionnés au numéro 4.

Toutefois, la reconnaissance et l'exécution peuvent ne pas être refusées lorsque la compétence du tribunal de l'Etat d'origine aurait pu, en l'espèce, être également fondée sur un autre chef de compétence qui, entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, autorise la reconnaissance et l'exécution.

3. Par Etats contractants au sens des numéros 1 et 2, on entend les Etats qui sont parties à la Convention et qui sont liés entre eux par un accord complémentaire prévu à l'article 21 ladite Convention.

Les chefs de compétence visés au numéro 2, alinéa 1, sont les suivants :

a. la présence de biens du défendeur ou la saisie de biens par le demandeur, sur le territoire de l'Etat d'origine, sauf :

SUPPLEMENTARY PROTOCOL

TO THE HAGUE CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS

The States signatory to the present Protocol,

In the knowledge that certain grounds of jurisdiction, which are not included in articles 10 and 11 of the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, can only exceptionally justify the international recognition and enforcement of judgments,

Convinced that the principles upon which this Protocol is founded shall prevail both in Supplementary Agreements which will be concluded under article 21 of the said Convention and in other Conventions to be concluded in the future,

Have resolved to conclude a Protocol to this end, and agreed on the following provisions :

1. This Protocol shall apply to all foreign decisions, regardless of their State of origin, rendered in matters to which the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters extends, and directed against a person having his domicile or habitual residence in a contracting State.

2. Recognition and enforcement of a decision to which article 1 applies shall in a contracting State be refused at the request of the person against whom recognition or enforcement is sought, where the decision was based, and in the circumstances could have been based, only on one or more of the grounds of jurisdiction specified in article 4.

Recognition and enforcement need not, however, be refused where the jurisdiction of the court of the State of origin could in the circumstances also have been based upon another ground of jurisdiction which, as between the State of origin and the State of recognition, is sufficient to justify recognition and enforcement.

3. Contracting States for the purposes of articles 1 and 2 are States which are parties to the Convention, and are linked by a Supplementary Agreement in accordance with article 21 thereof.

4. The grounds of jurisdiction referred to in the 1st paragraph of article 2 are the following :

a. the presence in the territory of the State of origin of property belonging to the defendant, or the seizure by the plaintiff of property situated there, unless :

- si la demande porte sur la propriété ou la possession desdits biens ou est relative à un autre litige les concernant,
- ou si le litige concerne une créance garantie sur ledit territoire par une sûreté réelle;

b. la nationalité du demandeur;

c. le domicile ou la résidence, habituelle ou temporaire, du demandeur dans l'Etat d'origine, sauf si cette compétence est admise dans certaines relations contractuelles à raison du caractère particulier de la matière;

d. le fait que le défendeur a traité des affaires dans l'Etat d'origine, sans que le litige soit relatif auxdites affaires;

e. l'assignation faite dans l'Etat d'origine au cours d'un séjour temporaire du défendeur;

f. la désignation unilatérale du tribunal par le demandeur, notamment dans une facture.

5. Sont assimilés au domicile et à la résidence habituelle, le siège, le lieu de constitution et le principal établissement des personnes morales.

6. Le présent Protocole ne porte pas atteinte aux conventions qui, dans des matières particulières, prévoient ou prévoiront des chefs de compétence mentionnés au numéro 4.

7. Le présent Protocole s'applique sous réserve des dispositions des Conventions en vigueur en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers.

8. Dans les accords complémentaires qu'ils concluront en application de l'article 21 de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, les Etats parties auxdits accords ne considéreront pas comme compétents les tribunaux dont la compétence est fondée sur un ou plusieurs des chefs énumérés au numéro 4, sauf s'il y a lieu d'éviter un déni de justice.

9. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat signataire de la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Il peut être signé et ratifié par tout Etat partie à la Convention, et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui effectuera toutes les notifications nécessaires.

Il entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du deuxième instrument de ratification.

Pour tout Etat ratifiant postérieurement il entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

- the action is brought to assert proprietary or possessory rights in that property, or arises from another issue relating to such property,
 - the property constitutes the security for a debt which is the subject-matter of the action;
 - b. the nationality of the plaintiff;
 - c. the domicile, habitual residence or ordinary residence of the plaintiff within the territory of the State of origin unless the assumption of jurisdiction on such a ground is permitted by way of an exception made on account of the particular subject-matter of a class of contracts;
 - d. the fact that the defendant carried on business within the territory of the State of origin, unless the action arises from that business;
 - e. service of a writ upon the defendant within the territory of the State of origin during his temporary presence there;
 - f. a unilateral specification of the forum by the plaintiff, particularly in an invoice.
5. A legal person shall be considered to have its domicile or habitual where it has its seat, its place of incorporation, or its principal place of business.
6. This Protocol shall not prevail over present or future Conventions which, in relation to special fields, provide for any of the grounds of jurisdiction specified in article 4.
7. This Protocol applies subject to the provisions of existing Conventions relating to the recognition and enforcement of foreign judgments.
8. In Supplementary Agreements concluded in accordance with article 21 of the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, States parties to those Agreements will not regard a court as possessing jurisdiction when it has proceeded on one or more of the grounds of jurisdiction specified in article 4, unless it is necessary to do so to prevent a denial of justice to a litigant.
9. The present Protocol shall be open for signature by every State which has signed the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters. It may be signed and ratified by every State which is a party to the Convention, and the instrument of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands which shall give all necessary notifications.
- It shall enter into force on the sixtieth day after the deposit or the instrument of ratification.
- For every State which ratifies it subsequently it shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the instrument of ratification.

La dénonciation de la Convention entraîne la dénonciation du Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à La Haye, le..... 19....., en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à Chypre, l'Islande et Malte.

Il est décidé que le Secrétaire général fera parvenir ce texte au Gouvernement néerlandais avec la prière que Celui-ci l'ouvre à la signature simultanément avec la Convention de La Haye concernant la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

En foi de quoi

tous les Délégués présents et le Secrétaire général ont signé le présent Procès-verbal de clôture.

La Haye, le 15 octobre 1966.

Présidence de M. Panchaud (Suisse).

Sont présents : les Délégués suivants :

M. A. Panchaud (Suisse), Président; MM. Ch. N. Fragistas (Grèce) et L. Welamson (Suède), Vice-présidents; MM. H. Arnold (Allemagne), H. Schima (Autriche), P. Jenard et M. Rouserez (Belgique), J. Bangert (Danemark), A. T. von Mehren (Etats-Unis d'Amérique), H. Grönqvist (Finlande), N. Museux (France), G. F. Cocchetti et G. Kojanec (Italie), J. Kato (Japon), T. Dolva (Norvège), C. W. Dubbink et Th. K. M. J. van Sasse van Ysselt (Pays-Bas), V. Taborda Ferreira (Portugal), K. M. H. Newman et A. E. Anton (Royaume-Uni), R.P.O. Reuterswärd (Suède), V. R. Sevig (Turquie);

ainsi que :

MM. M. H. van Hoogstraten, Secrétaire général de la Conférence, G. A. L. Droz, Premier Secrétaire au Bureau Permanent, B. M. Dutoit et M. L. Saunders, Secrétaires au Bureau Permanent, Mlle M. T. W. Bourke et M. C. David, Secrétaires rédacteurs;

sont également présents :

M. L. I. de Winter, Professeur à l'Université d'Amsterdam, Président de la Commission d'Etat, et

Mlle M. van Es, Représentante de la Communauté Economique Européenne.

A denunciation of the Convention entails the denunciation of the Protocol.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at The Hague, on the..... day of 19....., in the English and French language, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law, and to Cyprus, Iceland and Malta.
